

LE 21 JANVIER 2010

ENSEMBLE EN GREVE!

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

DEGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL...

RGPP et suppressions d'emplois...

L'objectif essentiel de la Révision Générale des Politiques Publiques est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique.

Pour 2010, ce seront encore 33 000 postes qui seront supprimés. C'est, pour certains ministères, 2 départs à la retraite sur 3 qui ne seront pas remplacés.

...ou l'application d'une idéologie politique désastreuse !

Ainsi, depuis 2007, plus de 100 000 postes auront été supprimés à l'Etat. Pour Solidaires il ne s'agit pas de l'application d'une logique budgétaire, chère au Ministre de la Fonction publique, visant à réduire les dépenses publiques, mais bien la mise en œuvre d'une idéologie politique destructrice des services publics et créditrice de chômage.

A Cholet, le 6 janvier 2010, N Sarkozy sort ses mouchoirs remplis d'idéologie

Dès mon élection, j'ai mis en place la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, qui nous a permis de supprimer 100 000 postes de fonctionnaires en deux ans et demi. Jamais un tel effort n'avait été réalisé. Je ne peux pas accepter que l'essentiel de la richesse que nous créons chaque année serve à financer les dépenses publiques. Nous devons dépenser moins et mieux, pour améliorer l'efficacité de nos services publics.

Je vous demande de considérer que ce n'est pas une question de gauche ou de droite. Que ce n'est pas une affaire d'idéologie, c'est une question de bon sens, c'est une exigence qui s'impose à tous et que commande l'intérêt général. Allez, je vais faire un souhait pour 2010. J'aimerais parfois un peu plus de sens de l'Etat, de souci de l'intérêt général, en somme un peu plus d'honnêteté et d'esprit de responsabilité, de la part de ceux qui, sans partager tous les choix de la majorité, gagneraient à se montrer capables d'unir leurs efforts aux nôtres quand l'essentiel est en jeu.

La dégradation des conditions de travail...

La suppression massive d'emplois rime, à n'en pas douter, avec la dégradation des conditions de travail.

Plus de travail à accomplir, plus de pressions, plus de contraintes et de rendement, ce sera, pour 2010, à n'en pas douter encore, le lot quotidien des agents.

...c'est le mépris affiché envers les agents publics !

Pour Solidaires, c'est bien la preuve que ce gouvernement se moque ouvertement des agents lorsqu'il se vante, haut et fort, de l'accord conclu en matière de santé et de sécurité au travail. L'extrait suivant est édifiant :

« L'amélioration des conditions de travail, en favorisant le bien-être des agents, est un élément essentiel d'une gestion des ressources humaines moderne et dynamique ».



LA COLERE GRONDE DÉJÀ !

ONF (Office National des Forêts)

Depuis septembre 2008, les agents de l'Office national des Forêts (ONF) dénoncent «le plan de démantèlement de ce service public» et «l'hypocrisie qui se cache derrière les discours vertueux du gouvernement».

Des forestiers de toute la France avaient choisi un jour symbolique, celui de l'ouverture du sommet de Copenhague le 7 décembre 2009, pour se mobiliser à Paris devant le siège de la direction de l'Office National des Forêts (ONF). Les banderoles portaient un seul message « Quelle forêt pour nos enfants ? »

Seule réponse donnée aux manifestants : la répression !



FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le Président de la république et son gouvernement ont décidé de s'attaquer frontalement à la Fonction publique territoriale, au service public local et au statut des fonctionnaires territoriaux.

La réforme territoriale : en concentrant l'essentiel des moyens et des pouvoirs sur la région, la métropole et l'intercommunalité, le gouvernement va laisser de côté les populations des territoires ruraux et des zones urbaines en difficulté. Les services publics de proximité vont disparaître et... leurs agents aussi !

La réforme fiscale : la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par une contribution économique territoriale (dont 90 % des entreprises seraient exonérées), se traduiront par un transfert de charge des entreprises vers les ménages.

Suppressions d'emplois : ces deux projets de réforme font peser de lourdes menaces pour les personnels territoriaux et François Fillon l'a répété : dans la FP territoriale, aussi, il y a trop de fonctionnaires et l'Etat ne doit pas être le seul à supprimer massivement des emplois.

500 militants, des quatre coins de l'hexagone se sont rassemblés le 18 novembre 2009 devant le Congrès des Maires, porte de Versailles pour exprimer leur colère, leur désaccord et dénoncer tous ces projets destructeurs !

CULTURE

Entre le 23 novembre, date du début de la grève au centre Beaubourg, et la mi-décembre 2009, le ministère de la Culture a connu un mouvement de grève de forte ampleur, qui s'est accompagné de nombreuses actions menées par le personnel et les organisations syndicales. Il s'agissait par cette mobilisation de s'opposer à la deuxième phase de la Révision Générale des Politiques Publiques et à ses conséquences dans les établissements : suppressions de postes, diminutions des subventions publiques, accroissement de la charge de travail, menaces sur les missions, risques d'externalisations, précarité, marchandisation de la Culture, invasion des entreprises privées...

Mais l'intransigeance du gouvernement et donc la nécessité d'inscrire le mouvement dans la durée, ont contraint à adapter les formes de celui-ci et à suspendre la grève reconductible. Pour autant, cela ne signifie en rien la fin de la lutte, ni même la mise en place d'une quelconque trêve et afin que cela soit bien clair, SUD Culture a proposé la création des Jeudis Noirs pour rappeler la situation désastreuse de la Culture et la nécessité de s'y opposer.. **Premier jeudi de la série : le 24 décembre 2009.**



La Poste, l'Équipement, l'Institut National de la Recherche Agronomique, L'institut National de Recherches Archéologiques Préventives...

étaient aussi dans l'action !

DGFIP (Finances Publiques)

Le 30 novembre 2009, 2432 suppressions d'emplois pour l'année 2010 étaient à l'ordre du jour du CTPC. Depuis 2002, ce sont plus de 16 000 emplois et plus de 1 000 trésoreries qui ont déjà disparu !

Le 30 novembre, et lors des CTP Locaux « suppressions d'emplois », l'Union SNUI SUD Trésor Solidaires a appelé les agents à exprimer leur mécontentement contre les conséquences catastrophiques de cette politique libérale.

Dans toutes les directions territoriales, les agents se sont mobilisés : boycotts des CTP, interpellations des Directeurs, dépôts de pétitions. **L'action « arrêtons le massacre des emplois »** a enregistré de très forts taux de grève (+ de 70 %).



EDUCATION NATIONALE

Suppressions d'emplois : les prévisions de budget 2010 laissent présager un état d'asphyxie pour l'Education Nationale. Les 16 000 suppressions de postes prévues, qui s'ajoutent aux 30 000 déjà effectuées ces deux dernières années, se traduiront dans l'Education Nationale par : un recours massif aux heures supplémentaires, des classes surchargées, une dégradation systématique des conditions de travail des personnels et des élèves, un recours galopant à l'emploi de personnels précaires, une suppression d'heures de cours et la disparition programmée des RASED.

Avec, en plus, la mastérisation (une réforme qui attaque le statut des enseignants), la réforme des Lycées (une transformation radicale de l'organisation et les enseignements du lycée général et technologique) ... Trop, c'était trop et la grève du 24 novembre a été l'occasion de signifier massivement au gouvernement le rejet de sa politique éducative qui se traduit sur le terrain par des dégradations continues des conditions de travail, l'absence de revalorisation de l'ensemble de nos professions et des réformes imposées contre l'intérêt des personnels et des jeunes.

DOUANES

Les agents des Douanes de Roissy ont tracé le chemin à suivre, en se mobilisant fortement le 20 novembre contre les évolutions qui touchent notre administration et plus largement le Service Public.

Par cette mobilisation, les personnels ont démontré qu'ils rejetaient, massivement, les dérives actuelles de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (D.G.D.D.I.).

Ce mouvement s'inscrivait, aussi, dans la condamnation des atteintes au statut de la Fonction Publique, contenues notamment dans la loi improprement baptisée « *Mobilités* ». Ce chapitre n'est pas clos et la conception du Service Public qu'il veut imposer à la collectivité continuera à être combattue.

La réponse fut un dispositif répressif impressionnant : de la brigade anti-criminalité (?) jusqu'aux gendarmes mobiles. Cette réponse au mécontentement se fit évidemment dans un esprit d'ouverture et de dialogue ... à coups de grenades lacrymogènes ! A quand les agents des Douanes au Karcher ?

CCRF et SCL (Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Services commun de laboratoires)

Par message en date du 28 octobre 2009, alors même que les départements sont tous englués dans le processus mortifère de réforme de l'administration territoriale de l'Etat (la RéATE), un certain chef de service, publie un message délirant sur les objectifs et les indicateurs, à la tonalité presque menaçante : si vous ne travaillez pas plus vous serez privés de prime d'intéressement !

Une riposte intersyndicale à la hauteur du mépris affiché : grève nationale le lundi 30 novembre, jour de la tenue du CTP Ministériel sur le décret DDI.



SANTE

On ne peut parler de la défense et de la promotion de la fonction publique hospitalière sans y inclure le PSPH (participant au service public hospitalier) et le secteur social et médico-social associatif. La démolition et la privatisation entreprises par les politiques libérales sont les mêmes dans tous ces secteurs, piliers de la solidarité. Depuis la loi de 91 qui met en place l'hôpital entreprise et la loi de 2002 pour le social, c'est la loi Bachelot, HPST (hôpital patient santé et territoire) qui met une touche finale aux moyens de la privatisation de tous les services sanitaires et sociaux lucratifs. Contrats d'objectifs, évaluations, modifications des systèmes de tarification... c'est l'asphyxie économique du secteur public privilégiant le secteur privé commercial et rentable pour les actionnaires sous la férule d'agences régionales de santé autoritaires et déniaient toute démocratie. C'est déjà aujourd'hui une offre de soins de service public réduite à sa plus simple expression, la création de déserts médicaux, et d'inégalités géographiques et économiques intolérables entre les citoyens.



Le combat que nous menons pour un service public sanitaire et social fort s'appuie sur des mobilisations citoyennes et inclue bien entendu comme condition essentielle l'arrêt de la casse de la protection sociale, aussi bien de la sécurité sociale que des budgets d'action sociale.

A Cholet, Nicolas Sarkozy a revendiqué, haut et fort, la suppression de plus de 100 000 postes de fonctionnaires depuis 2007, mais il a omis de dire, tout aussi clairement que, depuis des mois et des mois, l'application de sa politique a, aussi consisté à démanteler l'organisation des services publics à la française que nous connaissons.

Le Statut des fonctionnaires n'est pas plus épargné : loi dite de mobilité (mise en disponibilité d'office, recours à l'intérim, travail à temps incomplet), individualisation des rémunérations (prime de fonction et de résultats), mise en concurrence des agents (généralisation de l'entretien d'évaluation, prime au mérite), tout

est bon pour réduire les droits des agents. La Fonction publique devient une entreprise privée avec à sa tête un grand manager : le Président de la République.

Les effets de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), de la Réorganisation Administrative Territoriale de l'Etat (la fameuse RéATE), le projet de réforme territoriale, la loi Bachelot HPST (Hôpital, Patients, Santé, Territoires) ont et auront des conséquences néfastes sur les conditions de travail des personnels mais également mais aussi sur la qualité du service public rendu aux citoyens.

Face à cette situation gravissime, nous devons agir, pour faire converger les actions menées dans les divers secteurs. Les initiatives qui, partout, se sont développées doivent trouver dans la grève du 21 janvier 2010, un temps fort d'envergure nationale, qui doit s'inscrire dans la nécessaire construction d'un mouvement d'ensemble... durable.

Pour Solidaires, il y urgence à agir dans l'unité (public, privé, avec la population), à regrouper nos forces, pour imposer la mise en place d'une autre politique pour la Fonction publique et les services publics !